

A l'occasion du Sommet Mondial pour le Développement Social

Copenhague - 6 au 12 mars 1995

Déclaration du Parti communiste français

Fundação Cuidar o Futuro

Relancer le développement humain

La pauvreté résulte de choix politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle constitue une violation des droits fondamentaux et universels de l'Homme.

Ce sommet doit déboucher sur des remises en cause profondes de l'organisation économique et sociale du monde



Du 6 au 12 mars prochains se tiendra le Sommet pour le Développement Social à Copenhague. Décidée en 1992 lors d'une Assemblée générale de l'ONU, cette rencontre qui rassemblera la majorité des chefs d'Etats et de gouvernements ainsi que des représentants de nombreuses ONG, est destinée à «*oeuvrer d'urgence à l'amélioration de la condition humaine, dès à présent et pour le XXIème siècle*», selon le projet de déclaration.

Le Parti communiste français se réjouit d'une telle initiative. Du fait de l'importance du sujet et de la gravité de la situation, il a demandé et obtenu son accréditation à ce forum exceptionnel. Le Parti communiste français participera donc en tant que tel au Sommet de Copenhague.

Notre époque est marquée par une extension massive de la pauvreté et de l'exclusion, de la marginalisation de groupes sociaux importants, voire de pays entiers. Ces problèmes sont criants dans les pays en quête de développement, mais ils n'épargnent plus à présent les grands pays industrialisés et, à plus forte raison, les pays d'Europe centrale et orientale. Selon la Banque mondiale, elle-même, 1,4 milliard de personnes survivent désormais avec un revenu inférieur à un dollar par jour.

Nous partageons ainsi l'analyse du projet de déclaration du Sommet lorsqu'il constate que «*l'expansion de la prospérité va de pair avec l'expansion de la pauvreté*», et que «*cette contradiction flagrante est inacceptable et dangereuse*». Nous partageons également les conclusions du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le développement) selon lesquelles «*nous devons passer de la sécurité territoriale à la sécurité dans la vie humaine, de la sécurité par les armes à la sécurité par un développement humain durable*», autrement dit que ce Sommet «*devrait et devra être le Sommet de la sécurité humaine*». Cet objectif est d'autant plus accessible que les «*connaissances et les ressources requises pour échapper à la spirale de la pauvreté sont là*». Mais, comme le souligne le PNUD, «*il faut que les gens et les nations, tant dans le Sud que dans le Nord, décident de les mettre en usage*».

S'attaquer aux fondements du système économique

Nous émettons cependant plusieurs réserves, dont certaines essentielles, sur le projet de déclaration. Celui-ci propose aux Etats de s'engager sur dix points. Mais il ne prévoit aucune évaluation financière, ni aucun calendrier de mise en oeuvre, encore moins de suivi effectif au niveau international. Plus fondamentalement, il s'insurge à juste titre sur la place prépondérante de l'argent dans la société et affirme vouloir mettre l'homme au coeur du développement social. Mais, à aucun moment, il ne met en cause les principes même du libéralisme caractérisé par la mise en concurrence des hommes et des peuples et la domination des marchés financiers sur toutes les activités humaines. Il nous paraît, pour notre part, impossible de mettre en oeuvre ces dix engagements sans remettre en cause les tendances lourdes du système d'organisation économique et sociale actuel. Ce sont elles qui sont la cause essentielle de l'accroissement des inégalités et de la pauvreté à l'échelle planétaire, tout comme de dégradations profondes et durables de l'environnement. Elles sont à l'origine de la résurgence de maladies que la prévention et l'hygiène permettraient d'éviter, de l'explosion des toxicomanies, des migrations massives, de la concentration exponentielle des populations pauvres autour des mégapoles. Ce contexte favorise la corruption et nourrit les intégrismes.

A des degrés divers, cette logique contrecarre le progrès humain dans toutes les régions du monde. Dans l'ensemble des pays industrialisés, les transnationales considèrent l'emploi et les dépenses sociales comme des coûts à réduire. Il en résulte une régression brutale des droits sociaux et économiques, minant les conditions d'existence et l'exercice de la citoyenneté d'une part majeure de l'humanité. La pauvreté suit la courbe de progression du chômage. En France, la précarité tend à se généraliser. Pour la première fois depuis des décennies, les nouvelles générations vivent plus mal que les précédentes. La jeunesse dans sa grande majorité se retrouve sans perspective d'avenir. Dans les pays de l'Union européenne le chômage touche près de 20 millions de personnes tandis que l'équivalent de la population d'un pays comme la France y vit en dessous du seuil de pauvreté ! Libre circulation des capitaux et «baisse du coût du travail» s'y conjuguent - conformément aux règles du marché unique et des "critères de convergences" du Traité de Maastricht - pour réduire l'emploi, comprimer le pouvoir d'achat mettre en cause les systèmes de protection sociale, démanteler les services publics. En Europe centrale et orientale, les politiques économiques et sociales poursuivies conduisent à la désintégration de ces sociétés et ravivent des nationalismes passés, porteurs de graves dangers, y compris de guerres. Les pays du Sud sont soumis au pillage, à la domination et à l'exploitation des ressources matérielles et humaines. Des zones entières, jugées "non rentables" par les grands groupes industriels et financiers, se retrouvent ainsi marginalisées. Dans le même temps, près d'un milliard de dollars continue à être consacré à la production d'armes tandis que les ventes d'armements demeurent le premier commerce du monde.

La responsabilité des dirigeants de la France

Les dirigeants de la France portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. En raison de son poids économique et politique ainsi que de la place qu'il occupe dans les institutions internationales, notre pays peut jouer un rôle notable pour contribuer à sortir de cette dramatique impasse. Il ne le fait pas. Il est significatif que dans le processus de préparation du Sommet social, ses représentants officiels refusent de prendre à leur compte le concept de "sécurité humaine". Ils tentent de donner le contenu le plus vague et le moins contraignant à la notion d'emploi. Ils se rangent ainsi au point de vue d'une récente étude de l'OCDE selon laquelle «pour obtenir un ajustement donné des salaires, il faudra un niveau plus élevé de chômage conjoncturel». Enfin, sa position sur le problème de la dette et de l'aide publique au développement reste très timide.

L'attitude des autorités françaises reflète en fait celle de la plupart des puissances occidentales. Il s'agit de faire du Sommet de Copenhague le lieu d'accompagnement de leur politique et, surtout, d'éviter qu'il ne devienne le moment d'une contestation du système capitaliste. Ainsi le texte préparatoire tente-t-il de substituer à l'exigence d'égalité un vague appel à la notion d'équité. Dans la même esprit, à l'idée de responsabilité des Etats et de souveraineté nationale est préférée dans le texte la notion de groupements régionaux.

Pareillement, nous ne nous retrouvons pas dans la proposition soutenue par les grandes puissances d'une prétendue "clause sociale" prévoyant une limitation des importations en provenance des pays du Sud où ne seraient pas respectés certains droits dans les entreprises. Cette mesure ne vise pas, selon nous, à lutter pour le droit à un travail socialement utile, valorisant, bien rémunéré, favorisant l'épanouissement des individus et respectant leur dignité ; elle sert en réalité d'alibi "humanitaire" à une forme de protectionnisme des grandes zones économiques du Nord. On est loin d'une authentique politique de développement social à l'échelle de la planète.

Nombre d'organisations non gouvernementales dans un forum alternatif parallèlement : infléchir le contenu des textes préparatoires sur plusieurs points. Plus généralement, ce Sommet peut donner une nouvelle impulsion à la prise de conscience par de plus larges secteurs de l'opinion de l'enjeu politique majeur que représente le développement social à l'heure de la compétitivité et de la dérégulation internationales.

Nous demandons aux autorités de notre pays, à son Président, à son gouvernement, et à son Parlement, d'user de leurs prérogatives propres comme de toute leur autorité au sein de l'Union européenne et sur la scène internationale pour obtenir des progrès effectifs des droits fondamentaux de

AB = travail socialement utile - valorisant, bien rémunéré



La responsabilité des dirigeants de la France

Les dirigeants de la France portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. En raison de son poids économique et politique ainsi que de la place qu'il occupe dans les institutions internationales, notre pays peut jouer un rôle notable pour contribuer à sortir de cette dramatique impasse. Il ne le fait pas. Il est significatif que dans le processus de préparation du Sommet social, ses représentants officiels refusent de prendre à leur compte le concept de "sécurité humaine". Ils tentent de donner le contenu le plus vague et le moins contraignant à la notion d'emploi. Ils se rangent ainsi au point de vue d'une récente étude de l'OCDE selon laquelle *«pour obtenir un ajustement donné des salaires, il faudra un niveau plus élevé de chômage conjoncturel»*. Enfin, sa position sur le problème de la dette et de l'aide publique au développement reste très timide.

L'attitude des autorités françaises reflète en fait celle de la plupart des puissances occidentales. Il s'agit de faire du Sommet de Copenhague le lieu d'accompagnement de leur politique et, surtout, d'éviter qu'il ne devienne le moment d'une contestation du système capitaliste. Ainsi le texte préparatoire tente-t-il de substituer à l'exigence d'égalité un vague appel à la notion d'équité. Dans le même esprit, à l'idée de responsabilité des Etats et de souveraineté nationale est préférée dans le texte la notion de groupements régionaux.

Pareillement, nous ne nous retrouvons pas dans la proposition soutenue par les grandes puissances d'une prétendue "clause sociale" prévoyant une limitation des importations en provenance des pays du Sud où ne seraient pas respectés certains droits dans les entreprises. Cette mesure ne vise pas, selon nous, à lutter pour le droit à un travail socialement utile, valorisant, bien rémunéré, favorisant l'épanouissement des individus et respectant leur dignité ; elle sert en réalité d'alibi "humanitaire" à une forme de protectionnisme des grandes zones économiques du Nord. On est loin d'une authentique politique de développement social à l'échelle de la planète.

Nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), qui se réuniront dans un forum alternatif parallèlement au sommet officiel ont réussi à infléchir le contenu des textes préparatoires sur plusieurs points. Plus généralement, ce Sommet peut donner une nouvelle impulsion à la prise de conscience par de plus larges secteurs de l'opinion de l'enjeu politique majeur que représente le développement social à l'heure de la compétitivité et de la dérégulation internationales.

Nous demandons aux autorités de notre pays, à son Président, à son gouvernement, et à son Parlement, d'user de leurs prérogatives propres comme de toute leur autorité au sein de l'Union européenne et sur la scène internationale pour obtenir des progrès effectifs des droits fondamentaux de



Fundação Cuidar o Futuro

l'humanité. A cet égard, nous rappelons que la France est signataire de nombreux textes internationaux qui constituent autant d'engagements solennels devant la Communauté internationale. En particulier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) ; la proclamation de Téhéran sur les droits de l'homme (1968) ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1980) ; la Déclaration sur le droit au développement (1986) ; la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (1990). Enfin, la France ne peut faire abstraction du fait que ce sommet se tient à la veille de la renégociation du Traité de non-prolifération. Il doit être, pensons-nous, l'occasion de réaffirmer fortement le lien entre solution des problèmes sociaux, développement et désarmement, en particulier nucléaire.

Quelques propositions du Parti communiste français

A la place d'une "clause sociale" pour le moins ambiguë, nous proposons, d'améliorer les conventions internationales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et notamment celles se rapportant aux droits sociaux et démocratiques fondamentaux dans les activités économiques et de promouvoir des mécanismes assurant leur application à tous les pays du Nord comme du Sud.

Nous avançons l'idée d'une mesure nouvelle : la création d'une taxe "anti-dumping social" sur les produits élaborés à l'étranger et réimportés dans le pays d'origine. Le bénéfice de cette taxe serait consacré au développement des pays les plus pauvres. Cette mesure aurait un double avantage : celui, d'une part, de pénaliser les délocalisations d'entreprises opérées par les transnationales dans les pays à très bas salaires, et celui, d'autre part, de favoriser le progrès social dans ces pays.

Nous sommes également favorables à l'imposition d'une taxe de 0,5% sur les opérations financières, à consacrer au développement. Même à ce faible taux, cette mesure rapporterait, selon le PNUD, plus de 1500 milliards de dollars par an ! Nous proposons enfin d'imposer, en accord avec les acteurs sociaux des pays concernés, des obligations sociales et écologiques à l'égard des sociétés transnationales.

Dans le même temps, nous jugeons indispensable une transformation en profondeur des missions et du fonctionnement actuels des institutions internationales : celles liées aux Nations Unies - notamment le Conseil de sécurité -, mais aussi le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (ex-GATT). Leurs décisions et leurs finalités sont actuellement l'oeuvre des pays les plus puissants. Cinq des sept membres du G7 (Etat-Unis, Japon, France, Allemagne, Grande-Bretagne) détiennent à eux seuls 44% des cent cinquante voix au FMI. Les

AB = remplacer 1\$ - 1 voix
par 1 nation - 1 voix

vingt-quatre pays de l'OCDE disposent des deux-tiers des voix à la Banque mondiale. L'un des éléments essentiels de la nécessaire refonte de ces institutions doit être à nos yeux, d'y remplacer la règle "d'un dollar-une voix" par celle "d'une nation-une voix".

La même démarche - visant à lever les entraves au développement social - nous conduit à demander l'annulation sans délai de la "dette" qui asphyxie les pays en développement et nourrit cette aberration insoutenable : les pays pauvres versent depuis dix ans davantage d'argent aux institutions financières occidentales qu'ils n'en reçoivent sous forme de dons ou de crédits ! Les plans dits "d'ajustements structurels" imposés dans ce but par les institutions financières au "tiers-monde" doivent être proscrits, et les accords du GATT renégociés en vue de protéger les secteurs vulnérables contre la concurrence sauvage. Il est nécessaire de mettre en oeuvre une politique volontariste de relèvement des prix des matières premières afin de remédier à la dégradation des termes de l'échanges, et de préserver les ressources naturelles.

Nous proposons le bannissement du cor substantielle des dépenses militaires mo le blanchiment de l'argent sale issu du tra formes de corruptions implique d'obtenir la levée du secret bancaire et la transparence des mécanismes financiers.

AB - relèvement des prix
des matières premières pour remédier
à la dégradation des termes de l'échange

D'une façon générale, nous estimons qu'il est urgent et vital que les forces progressistes se mobilisent pour obtenir que de véritables coopérations, c'est-à-dire fondées sur le respect des intérêts et de la souveraineté de chaque partenaire, prennent le pas sur les rapports de domination actuels. A l'échelle de la planète, des besoins immenses exigent d'être satisfaits, en matière d'emploi, de santé, d'éducation, de logement. Le développement de l'ensemble de l'humanité exige la réalisation urgente de travaux dans des domaines tels que l'habitat, l'eau potable, les réseaux énergétiques, de transport, d'information et de communication, la protection de l'environnement. Il s'agit donc d'élaborer des coopérations de grande envergure, créatrices d'emplois qualifiés, de formations adaptées et de recherches favorisant l'auto-suffisance alimentaire, sanitaire et éducative, la maîtrise de technologies modernes. Tel est le grand enjeu à l'aube du XXIème siècle.

Le Parti communiste français, participant au sommet officiel et au forum alternatif de Copenhague, s'emploiera à y faire entendre l'exigence des mesures significatives, appuyées sur des financements, un calendrier de mise en oeuvre et un organisme international de contrôle et de suivi.

Après les avancées du Sommet sur l'enfance en 1990, de celui de Rio sur l'environnement et le développement en 1992, de la Conférence de Vienne sur les droits de l'Homme en 1993, de la Conférence du Caire sur la population et développement en 1994, et à l'approche de la Conférence mondiale de Pékin sur le droit des femmes et le développement (septembre 1995), nous appelons toutes les forces de progrès, les organisations de solidarité et l'opinion publique françaises à faire du Sommet de Copenhague pour le développement social une étape marquante dans l'avancée de la dignité humaine.

vingt-quatre pays de l'OCDE disposent des deux-tiers des voix à la Banque mondiale. L'un des éléments essentiels de la nécessaire refonte de ces institutions doit être à nos yeux, d'y remplacer la règle "d'un dollar-une voix" par celle "d'une nation-une voix".

La même démarche - visant à lever les entraves au développement social - nous conduit à demander l'annulation sans délai de la "dette" qui asphyxie les pays en développement et nourrit cette aberration insoutenable : les pays pauvres versent depuis dix ans davantage d'argent aux institutions financières occidentales qu'ils n'en reçoivent sous forme de dons ou de crédits ! Les plans dits "d'ajustements structurels" imposés dans ce but par les institutions financières au "tiers-monde" doivent être proscrits, et les accords du GATT renégociés en vue de protéger les secteurs vulnérables contre la concurrence sauvage. Il est nécessaire de mettre en oeuvre une politique volontariste de relèvement des prix des matières premières afin de remédier à la dégradation des termes de l'échanges, et de préserver les ressources naturelles.

Nous proposons le bannissement du commerce des armes et une réduction substantielle des dépenses militaires mondiales. Par ailleurs, la lutte contre le blanchiment de l'argent sale issu du trafic de drogue comme de toutes les formes de corruptions implique d'obtenir la levée du secret bancaire et la transparence des mécanismes financiers.

D'une façon générale, nous estimons qu'il est urgent et vital que les forces progressistes se mobilisent pour obtenir que de véritables coopérations, c'est-à-dire fondées sur le respect des intérêts et de la souveraineté de chaque partenaire, prennent le pas sur les rapports de domination actuels. A l'échelle de la planète, des besoins immenses exigent d'être satisfaits, en matière d'emploi, de santé, d'éducation, de logement. Le développement de l'ensemble de l'humanité exige la réalisation urgente de travaux dans des domaines tels que l'habitat, l'eau potable, les réseaux énergétiques, de transport, d'information et de communication, la protection de l'environnement. Il s'agit donc d'élaborer des coopérations de grande envergure, créatrices d'emplois qualifiés, de formations adaptées et de recherches favorisant l'auto-suffisance alimentaire, sanitaire et éducative, la maîtrise de technologies modernes. Tel est le grand enjeu à l'aube du XXIème siècle.

Le Parti communiste français, participant au sommet officiel et au forum alternatif de Copenhague, s'emploiera à y faire entendre l'exigence des mesures significatives, appuyées sur des financements, un calendrier de mise en oeuvre et un organisme international de contrôle et de suivi.

Après les avancées du Sommet sur l'enfance en 1990, de celui de Rio sur l'environnement et le développement en 1992, de la Conférence de Vienne sur les droits de l'Homme en 1993, de la Conférence du Caire sur la population et développement en 1994, et à l'approche de la Conférence mondiale de Pékin sur le droit des femmes et le développement (septembre 1995), nous appelons toutes les forces de progrès, les organisations de solidarité et l'opinion publique françaises à faire du Sommet de Copenhague pour le développement social une étape marquante dans l'avancée de la dignité humaine.

Fundação Cuidar o Futuro



